

SOS LH611/9

945

(1942)

945
V. D. 951 - Participation des Cies dans
des Stés d'Habitation et de Cré-
dit Immobilier - Application de
l'art. 44 de la Convention.

Participation de la S.N.C.F. dans la Sté de Crédit
Immobilier de l'Arrondissement de Reims (reprise
des actions de l'Est, domaine privé).-

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.
Dépêche M T P à S N C F

(s) C.A. 8. 7.42 7 VII
18. 7.42
16.9.42

la S.N.C.F. dans la Sté de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims (Reprise des
actions de l'Est, domaine privé).-

Secrétariat d'Etat aux Communications

Direction Générale des Transports

Service Economique - 1^o Bureau

Paris, 16 septembre 1942

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration de la
S.N.C.F.

Objet: Participation des Compagnies dans les Sociétés d'Habitations
et de Crédit Immobilier.

Réf. : V/lettre n° 9310/2 du 18 juillet 1942.

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé l'autorisation
de procéder au rachat :

à la Compagnie du Nord,

- de 200 actions de 100 fr entièrement libérées, de la
Société de Crédit Immobilier de l'Ile-de-France, au
prix global de 20.000 fr

à la Compagnie de l'Est,

- de 100 de ces mêmes actions, au prix global de 10.000 f
- de 600 actions de 100^f libérées de 1/4, de la Sté
de Crédit Immobilier de l'Arr^t de Reims, au prix
global de 15.000 f 25.000 fr

à la Compagnie P.L.M.,

- de 800 actions de 500 fr, libérées de 1/4 de la
Sté Centrale de Crédit Immobilier, au prix global de 100.000 fr.

J'ai l'honneur de vous informer, qu'après avis de la Mission de
Contrôle financier des chemins de fer, je vous accorde l'autorisation
demandée.

Le montant de la dépense, qui s'élève à 145.000 fr sera imputée
au compte des Travaux complémentaires de 1^{er} établissement (Partici-
pations financières).

Le Conseiller d'Etat
Secrétaire Général des Travaux et Transports,

Signature.

Paris, le 18 juillet 1942

Monsieur le Ministre,

Ces participations concernent les Sociétés ci-après :

- Je vous demande de bien vouloir trouver exposées dans la note ci-jointe la situation de ces Sociétés et la position respective des Compagnies et de la S.N.C.F. dans chacune d'elles.

- Société de Crédit des Habitations à bon marché, la dissolution anticipée de la Société ayant été prononcée par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 20 mars 1942;

- Société Immobilière du Nivernais, l'activité de cette Société étant en fait entièrement entre les mains de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de chemin de fer pour laquelle eu égard aux motifs qui sont développés dans la note, nous considérons également qu'il convient de renoncer au bénéfice de l'article 44.

Par contre, notre Conseil, sous réserve de votre autorisation, a décidé de racheter les actions que détiennent les Compagnies dans les trois Sociétés suivantes :

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX500XXXXXX~~

- Société Centrale de Crédit Immobilier,
- Société de Crédit Immobilier de l'Ile-de-France,
- Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims

- Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims
ces Sociétés ayant permis aux agents du Chemin de fer de bénéficier,
dans une large mesure, des facilités ~~accordées~~ offertes par la législa-
tion sur les habitations à bon marché et le crédit immobilier.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports - Service économique - 1er Bureau
PARIS

Ce rachat serait effectué à un prix égal aux sommes qu'ont effectivement décaissées les Compagnies, soit le montant nominal pour les actions entièrement libérées et le montant appelé pour les actions partiellement libérées.

En conséquence, je vous serais obligé, Monsieur le Ministre, de vouloir bien nous autoriser à procéder au rachat :

à la Compagnie du Nord,

- de 200 actions de 100 fr, entièrement libérées, de la Société de Crédit Immobilier de l'Ile-de-France, au prix global de 20.000 fr

à la Compagnie de l'Est,

- de 100 de ces mêmes actions, au prix global de 10.000 fr
- de 600 actions de 100 fr libérées de 1/4 de la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims au prix global de 15.000 fr
- soit au total 25.000 fr

à la Compagnie P.L.M.,

- de 800 actions de 500 fr, libérées de 1/4 de la Société Centrale de Crédit Immobilier, au prix global de 100.000 fr

L'ensemble de la dépense soit 145.000 fr
=====

serait imputé au Compte des Travaux Complémentaires de l'établissement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 8 juillet 1942

Participation S.N.C.F. dans la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims.

QUESTION VII - Participation des Compagnies dans les Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier : application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937.

P.V. (p.3)

M. LE PRESIDENT expose que les Compagnies de l'Est, du Midi, du Nord et du P.L.M. possèdent des participations au titre de leur domaine privé dans diverses Sociétés d'habitation. Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre ces participations.

.....

Par contre, il y a lieu d'envisager l'acquisition des participations des Compagnies du Nord, de l'Est et du P.L.M. dans chacune des 3 autres Sociétés, Société Centrale de Crédit Immobilier, Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France, Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims. Les Compagnies, en devenant actionnaires desdites Sociétés, ont entendu évidemment apporter leur contribution aux avantages qu'elles étaient susceptibles d'offrir à leur personnel au point de vue du logement et les agents du chemin de fer ont, de fait, largement bénéficié de ces avantages.

Le rachat serait effectué à un prix égal aux sommes qu'ont effectivement décaissées les Compagnies, soit le montant nominal pour les actions entièrement libérées et le montant appelé pour les actions libérées partiellement.

La dépense à envisager dans ces conditions serait la suivante :

.....

Compagnie de l'EST

- 600 actions de 100 fr, libérées de 1/4,
de la Société de Crédit Immobilier de
l'Arrondissement de Reims, au prix
global de 15.000 fr.

.....

L'ensemble de la dépense serait imputé au Compte des Travaux Complémentaires de premier établissement.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

Sténo (p.7)

M. LE PRESIDENT. - Le Conseil est appelé à se prononcer sur la reprise de différentes participations prises par les Compagnies, sur leur domaine privé, dans un certain nombre de Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier. Ces participations concernent 5 Sociétés :

- d'une part, 4 Sociétés régies par la législation sur le Crédit Immobilier et les H.B.H. ;

.....

Au contraire, je vous propose de reprendre les participations prises dans les trois autres Sociétés, à savoir, la Société Centrale de Crédit Immobilier, la Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France et la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims.

.....L.....

Enfin, la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims a été constituée au capital de 1 M. de francs, divisé en 10.000 actions de 100 fr libérées d'un quart. La Compagnie de l'Etat possède 600 actions au titre de son domaine privé. Les résultats sont satisfaisants et un dividende de 5 % a été distribué de 1937 à 1940.

La participation des Compagnies à ces différentes Sociétés avait été inspirée par le souci de faire bénéficier les agents de Chemin de fer de leur activité. De fait, ceux-ci ont largement utilisé les avantages offerts par ces Sociétés :

.....

- enfin, la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims leur a octroyé 177 prêts, soit 12 % du total, alors que la participation du Chemin de fer au capital n'est que de 2,50 %.

Dans ces conditions, il semble logique que la S.C.I.F., désormais substituée aux anciens Réseaux dans la sauvegarde des intérêts du personnel, s'assure les moyens de continuer leur action en ce sens. Des négociations ont été, en conséquence, engagées avec les Compagnies intéressées et elles ont abouti à un accord, en vertu duquel la reprise des participations de ces Compagnies serait effectuée sur la base des sommes effectivement décaissées par celles-ci, c'est-à-dire du montant nominal, pour les actions entièrement libérées, et du montant appelé, pour les actions libérées partiellement.

.....

Par contre, je lui propose de ratifier l'accord intervenu avec les Compagnies de l'Est, du Nord et du P.L.M. pour la reprise des actions qui leur appartiennent dans les trois autres Sociétés de Crédit Immobilier.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

4 juillet 1942

Participations des Compagnies
dans les Sociétés d'Habitations et de Crédit Immobilier
(art. 44 de la convention du 31 août 1937)

---:---:---:---

(Extrait du rapport au Conseil d'Administration)

Reprise des actions de la Société de Crédit
Immobilier de l'Arrondissement de Reims

Les Compagnies possèdent des participations au titre de leur
domaine privé :

- dans 4 sociétés régies par la législation sur le crédit immo-
bilier et les H.B.M. :
..... - Société de Crédit Immobilier de l'Arrondis-
sement de Reims -

.....
Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la convention
du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend
reprendre ces participations.

.....
§ 1er - Sociétés de Crédit Immobilier
et d'H.B.M.
.....

.....
II - Autres Sociétés.

1.- Les conditions dans lesquelles se présentent les 3
autres sociétés en cause sont les suivantes :

.....
c) Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims.-

Cette Société a été fondée en 1912 pour une durée de 80 ans
au capital de 1.000.000 de francs, divisé en 10.000 actions de 100 fr
Ces actions sont libérées seulement d'un quart.

.....

La Compagnie de l'Est est propriétaire de 600 actions au titre de son domaine privé.

La Société, depuis sa constitution, a accordé 692 prêts pour un montant total de 27.527.000 francs.

Les retards enregistrés dans les paiements d'annuités de remboursement des prêts sont relativement importants. Néanmoins, la situation financière de la Société reste satisfaisante. Les résultats des exercices 1937 à 1940 ont permis de distribuer aux actions un dividende de 5 %.

2.- Les Compagnies, en participant à ces Sociétés, ont entendu évidemment apporter leur contribution aux avantages qu'elles étaient susceptibles d'offrir à leur personnel du point de vue du logement.

De fait, les agents du Chemin de fer ont largement bénéficié de ces avantages :

.....
C.I. de l'arrond. de Reims 177 prêts aux agents, soit
18 % du total, alors que
la participation du Che-
min de fer au capital est
de 2,50 %.

La S.N.C.F. est fondée, dans ces conditions, à demander aux Compagnies, en application de l'article 44 de la convention du 31 août 1937, de lui céder les participations qu'elles détiennent dans ces .. Sociétés.

.....
3.- Les Sociétés sont à échéance lointaine et leurs titres ne sont pas pratiquement négociables.

Dans ces conditions, il semble normal d'effectuer la reprise à un prix égal aux sommes que les Compagnies ont effectivement décaissées soit le montant nominal pour les actions entièrement libérées et le montant appelé pour les actions libérées partiellement. Les Compagnies ... de l'Est consultées officieusement ont donné leur accord à ce sujet.

Sur cette base, la dépense à envisager serait la suivante :

.....
Cie de l'Est 600 actions de 100 fr, libérées de 1/4,
de la Société de Crédit Immobilier
de l'arrond. de Reims 15.000 fr

En définitive, nous soumettons au Conseil les propositions suivantes :

.....
- décider, l'acquisition, aux conditions que nous avons indiquées, des participations que détiennent actuellement les Compagnies de l'Est, au titre de leur domaine privé respectif dans les Sociétés ci-après :
Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims.

La dépense que représenterait cette dernière acquisition serait imputée au compte de travaux complémentaires de premier établissement. L'autorisation nécessaire serait demandée au Secrétariat d'Etat aux Communications.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.